

RCS : EVRY

Code greffe : 7801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 02065

Numéro SIREN : 839 538 642

Nom ou dénomination : 2M ASSURANCES

Ce dépôt a été enregistré le 13/01/2020 sous le numéro de dépôt 787

Greffe du tribunal de commerce d'Evry



Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 13/01/2020

Numéro de dépôt : 2020/787

Type d'acte : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
Transfert du siège social

Déposant :

Nom/dénomination : 2M ASSURANCES

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 839 538 642

N° gestion : 2018 B 02065





Le : 13 JAN. 2020

Numéro : A 187

2M ASSURANCES

Société par Actions Simplifiée

Capital : 1000 €

Siège social :

5 RUE DU CHÂTEAU D'EAU, 91130 RIS-ORANGIS
RCS Evry 839 538 642

PROCÈS -VERBAL
Assemblée Générale Ordinaire Annuelle
Tenue extraordinairement
en date du 02 Janvier 2020

L'an deux mille vingt,

Le deuxième jour du mois de Janvier,

Les actionnaires ont tenu, extraordinairement, une Assemblée Générale Ordinaire au siège social de la société fixé au 5 Rue du Château d'Eau, 91130 Ris-Orangis.

L'Assemblée est présidée par Monsieur EL HADDAOUI Nadir en sa qualité de
Président de la société.

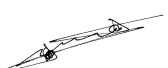
Les points suivants sont inscrits à l'ordre du jour :

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018.
- Affectation de résultat dudit exercice.
- Transfert du siège social
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président constate que tous les actionnaires sont présents à savoir :

Monsieur EL HADDAOUI Nadir, propriétaire de quatre-vingt-dix-neuf actions, numérotées de 01 à 99 inclus.

1 | 3



Madame BENCHANAA épouse EL HADDAOUI Nissrine, propriétaire d'une action, numérotée de 99 à 100 inclus.

Le président déclare l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue extraordinairement, régulièrement constituée au regard des textes légaux en vigueur, de la Convention collective applicable ainsi que des statuts de la société.

Il informe les actionnaires du bon déroulement des activités de la société au cours de l'exercice clos le 31/12/2018, en dépit des aléas liés au début d'une quelconque société. Il demande, que l'Assemblée générale approuve les comptes annuels dudit exercice tels qu'ils ont été établis par la Gérance et présentés par le Président de la société. Il informe, également, les actionnaires de la nécessité de transfert du siège social au 36 Boulevard Aristide Briand, 91600 Savigny-sur-Orge, siège de l'établissement secondaire actuellement, et demande l'adoption de proposition de résolution présentée par la gérance.

Ce rappel d'information terminé, le Président déclare la discussion séance ouverte.

Diverses observations sont échangées et personne ne demandant plus la parole, le Président met, successivement aux voix, les résolutions suivantes :

Résolution 1 : APPROBATION DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2018

L'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement approuve les comptes annuels (Bilan et compte de Résultat) de l'exercice clos le 31/12/2018 tels qu'ils ont été établis, à savoir :

* Chiffre d'affaires : 1669 €

* Résultat de l'exercice : -4122 €

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Résolution 2 : AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2018

L'assemblée générale décide l'affectation du montant du Résultat de l'exercice clos le 31/12/2018, soit -4122 € au Compte de REPORT À NOUVEAU.



Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Résolution 3: TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

L'Assemblée Générale ordinaire réunie extraordinairement approuva proposition de la gérance concernant le transfert du siège social. Ils décident de transférer le siège social de la société à l'adresse de l'établissement secondaire au 36 Boulevard Aristide Briand, 91600 Savigny-sur-Orge.

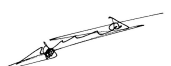
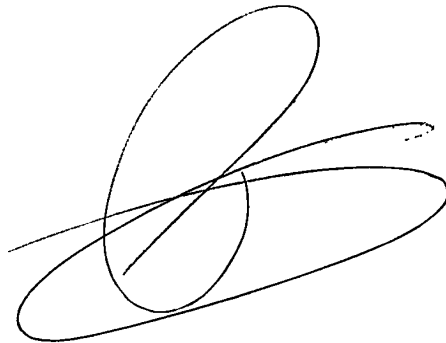
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Résolution 4 : POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITÉS

L'assemblée générale réunie extraordinairement donne tous pouvoirs au Président de la société ou à son mandataire, porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes, à l'effet d'accomplir les formalités légales d'usage.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Les points inscrits à l'ordre du jour étant épuisés, le Président déclare la séance levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent PROCÈS-VERBAL, signé, après lecture, par les actionnaires présents



Greffe du tribunal de commerce d'Evry



Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 13/01/2020

Numéro de dépôt : 2020/787

Type d'acte : Statuts mis à jour

Déposant :

Nom/dénomination : 2M ASSURANCES

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 839 538 642

N° gestion : 2018 B 02065



2M ASSURANCES

Société par Actions Simplifiée

Capital : 1000 €

Siège social :

36 Boulevard Aristide Briand, 91600 Savigny-sur-Orge

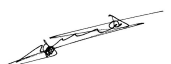
R.C.S. EVRY: 839 538 642

STATUTS

Mise à jour du 02/01/2020


CERTIFIÉ CONFORMÉ
À L'ORIGINAL

1 | 17



Les soussignés :

Monsieur EL HADDAOUI Nadir, né le 08/03/1991 à Ris-Orangis (91),

Demeurant 5 Rue du Château d'Eau, 91130 Ris-Orangis

Nationalité : Française

Madame BENCHANAA épouse EL HADDAOUI Nissrine, née le 23/10/1991 à Tours (37)

Demeurant 9 Rue des Étudiants, 92400 Courbevoie

Nationalité : Française

ARTICLE 1 - Forme

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts, ainsi que par tous textes législatifs et réglementaires qui le deviendraient en cours de vie sociale. Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 - Dénomination sociale

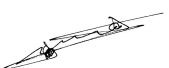
La dénomination sociale est « 2M ASSURANCES »

Sur tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

Article 3 - Siège social

le siège social est fixé à 36 Boulevard Aristide Briand, 91600 Savigny-sur-Orge

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, le transfert du siège social à l'étranger nécessite l'accord unanime des associés.



ARTICLE 4 - Objet

La société a pour objet, en France et dans tous les pays

Courtage en assurances

Et généralement toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou tout autre objet similaire ou connexe, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

ARTICLE 5 - Durée

la durée de la société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce

et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par décision collective des associés.

ARTICLE 6 - Apports

Monsieur EL HADDAOUI Nadir, une somme en numéraire de neuf cent quatre-vingt-dix euros, soit.....990
€

Madame BENCHANAA épouse EL HADDAOUI Nissrine, une somme en numéraire de dix euros, soit.....10
€

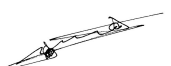
Ladite somme correspond à la souscription de 100 actions ordinaires de 10 euros chacune et libérées entièrement, ainsi que l'atteste le certificat de la banque.

La répartition des 100 actions de la société se répartie comme suit :

Monsieur EL HADDAOUI Nadir, une somme en numéraire de neuf cent quatre-vingt-dix euros, soit.....99actions

Madame BENCHANAA épouse EL HADDAOUI Nissrine, une somme en numéraire de dix euros, soit.....1
action

Total :.....100 actions



ARTICLE 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de MILLE (1 000) EUROS.

Il est divisé en CENT (100) ACTIONS de DIX (10) EUROS nominal chacune, intégralement libérées en numéraire.

ARTICLE 8 - Forme des actions - Libération des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Lorsque les actions de numéraire sont libérées partiellement à la souscription, le solde est versé dans le délai maximum de cinq ans, sur appel du Président.

ARTICLE 9 - Cession des actions

La cession des actions est libre entre associés ou au profit d'un tiers. La cession s'opère vis-à-vis de la société par une notification effectuée à son Président. Le transfert des actions fait l'objet d'une mention sur le registre des mouvements tenu par la société. La cession des actions est, constatée par un virement des actions cédées du compte du cédant au compte du cessionnaire. Cette opération ne s'effectue qu'après justification par le cédant du respect des dispositions légales et statutaires.

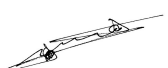
Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle de plein droit.

ARTICLE 10 - Modifications du capital social

Toute modification du capital résultant d'une opération d'augmentation, d'amortissement ou de réduction du capital social requiert une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président dans les formes et conditions décrites ci-après.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la Loi, l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.



Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Lors de toute décision d'augmentation de capital par apport en numéraire, sauf lorsqu'elle résulte d'une émission au préalable de valeurs mobilières donnant accès au capital, l'associé unique ou les associés doivent se prononcer sur un projet de résolutions tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues à l'article L 3332-18 du Code du Travail, au bénéfice du personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L 225-180 du Code de Commerce.

La réduction de capital, pour quelque cause que ce soit, s'opère soit par voie de réduction de la valeur nominale des actions, soit par réduction du nombre de titres. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 11 - Droits et obligations attachés aux actions

Toute action donne droit dans les bénéfices, l'actif soci8' et dans le boni de liquidation, à une part nette proportionnelle la quotité de capital qu'elle représente.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

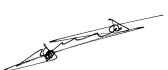
Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propiétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'approbation des comptes annuels et l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier. Le droit d'information prévu aux présents statuts est exercé par le nu- propriétaire et l'usufruitier.

la propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société, aux modifications ultérieures et à toutes décisions des associés.

ARTICLE 12 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.



Désignation

le Président est désigné pour une durée déterminée ou non par décision collective des associés. IL est rééligible.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci est valablement représentée par son représentant légal.

les dirigeants de cette personne morale sont soumis aux mêmes conditions et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la société

Cessation des fonctions

Le Président peut démissionner de ses fonctions à tout moment à charge pour lui de prévenir l'ensemble des associés par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois à l'avance.

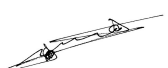
Le Président ne peut être révoqué que pour un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 50 % du capital et des droits de vote de la société et statuant à la majorité absolue des voix des associés disposant du droit de vote, en ce compris les droits de vote attachés aux actions détenues par le Président.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président de plus de quatre-vingt-dix jours d0ment constaté par les associés, le directeur général le remplace et devient Président par intérim. Ce dernier demeure en fonction jusqu'à nouvelle nomination d'un Président. Cette nomination doit intervenir dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours après la prise d fonctions du Président par intérim.

Rémunération

La rémunération du Président est librement fixée chaque année par décision collective des associés de la société.

La fixation et la modification de la rémunération du Président ne constituent pas une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article L.227-10 du Code de Commerce décrite ci-après.



Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objet déterminés.

Il est précisé ici que le premier président est :

Monsieur EL HADDAOUI Nadir, né le 08/03/1991 à Ris-Orangis (91),

Demeurant 5 Rue du Château d'Eau, 91130 Ris-Orangis

Nationalité : Française

ARTICLE 13 – Directeur Général

Désignation

le Président peut souhaiter être assisté d'un ou plusieurs Directeurs Généraux

Sur proposition du Président, le Directeur Général, personne morale ou personne physique associée ou non, est désigné par décision collective des associés réunissant au moins 50% du capital social et statuant à la majorité absolue.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci est valablement représentée par son représentant légal.

le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

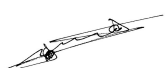
Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonction, sauf décision contraire des associés, et jusqu'à la nomination du nouveau Président.

le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 50 % du capital et des droits de vote de la société et statuant à la majorité absolue des

7 | 17



voix des associés disposant du droit de vote, en ce compris les droits de vote attachés aux actions détenues par le Directeur Général.

En cas de décès, démission ou empêchement du Directeur Général de plus de quatre-vingt-dix jours dûment constaté par les associés, le Président le remplace. Ce dernier demeure en fonction jusqu'à nouvelle nomination d'un nouveau Directeur Général.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée par décision collective des associés.

La fixation et ta modification de la rémunération du Directeur Général ne constituent pas une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article L.227-10 du Code de Commerce décrite ci-après.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

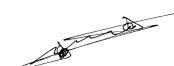
Il ne peut représenter la société vis-à-vis des tiers.

ARTICLE 14 - Conventions entre la société et ses dirigeants

Toute convention, autre que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce, donnera lieu à rétablissement d'un rapport par le Commissaire aux comptes.

Le président et le cas échéant le directeur général doivent aviser le Commissaire aux comptes des conventions intervenues ainsi que les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales; cette information sera donnée au Commissaire aux comptes par le président, et en tout état de cause au plus tard lorsque les comptes annuels lui seront transmis.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice, l'associé intéressé ne prenant pas part au vote.



Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Par dérogation aux dispositions ci-avant, quand la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

ARTICLE 15 - Commissaires aux comptes

Conformément à l'article L. 227-9-1 du Code de Commerce, modifié par la loi n° 2008-776 du 4 août 2008, l'associé unique ou la collectivité des associés est tenue de désigner, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, au moins un commissaire aux Comptes titulaire et un Commissaire aux Comptes suppléant, dès que la société dépassera, à la clôture d'un exercice social, deux des seuils fixés par l'article R. alinéa 1 issu du décret n° 2209-234 du 25 février 2009.

Toutefois, la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire si la société appartient à un Groupe qu'elle contrôle ou si elle est contrôlée par d'autres sociétés, au sens des articles L. 233-16-11 et L. 233-16-111 du Code de Commerce et ce, même si elle ne dépasse pas les seuils fixés par le décret précité.

En outre, si la société n'est pas dotée de commissaire aux comptes, il devra être procédé à la désignation d'un commissaire « ad hoc » chaque fois que l'intervention d'un commissaire résulte d'une disposition impérative de la loi (émission d'actions de préférence, distribution d'un acompte sur dividendes...)

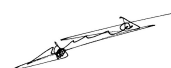
Pour les décisions pour lesquelles l'intervention d'un commissaire aux comptes résultera d'un renvoi aux dispositions régissant les sociétés anonymes (augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, réduction de capital) il devra être également procédé à la désignation d'un commissaire « ad hoc ».

La décision se fera, sur proposition du Président, par décision collective des associés statuant aux règles de quorum et de majorité ci-après fixées.

ARTICLE 16 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

9 | 17



- approbation des comptes annuels et affectation des résultats
- approbation des conventions conclues entre la société et ses dirigeants non associés
- nomination de Commissaires aux comptes titulaire {s), suppléant (s) ou « ad hoc » ;
- nomination, rémunération, révocation du Président et du Directeur Général
- modification des dispositions statutaires pour laquelle il n'est pas attribué compétence au président par
- L'effet d'une stipulation expresse des présents statuts ;
- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction
- prorogation de la durée de la société ;
- décision à prendre sur la poursuite de l'activité sociale au cas où les capitaux propres deviendraient Inférieurs à la moitié du capital social
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation
- transformation en société d'une autre forme ;
- transfert du siège social à l'étranger;
- autorisation préalable, le cas échéant des décisions à prendre par le Président dépassant le cadre de ses pouvoirs.

Si la société vient à ne comporter qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés.

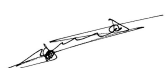
ARTICLE 17 - Règles de quorum et de majorité

Sur première convocation, les décisions collectives ne sont valablement prises, en assemblée, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Les décisions collectives ne sont valablement prises, sous forme de consultation écrite, que si les associés ayant répondu possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième consultation, aucun quorum n'est requis.

Les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité absolue des voix des associés



disposant du droit de vote, sauf les décisions requérant une majorité différente en vertu d'une stipulation expresse des présents statuts). En cas de décision prise sous forme d'assemblée, il est tenu compte des voix des associés, présents et représentés, disposant du droit de vote.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote:

- celles prévues par les dispositions légales
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés
- le transfert du siège social à l'étranger.

ARTICLE 18 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

En cas de maladie ou de décès de ce dernier, les décisions collectives peuvent être valablement prises sur convocation ou à l'initiative soit du Commissaire aux comptes soit d'un ou plusieurs associés représentant au moins 50% des droits de vote.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'une consultation écrite ou d'un acte signé par tous les associés.

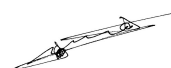
Pendant la période de liquidation de la société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du liquidateur ou du Commissaire aux Comptes.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 19 – Assemblée des associés

Les associés se réunissent en assemblée au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite 10 jours au moins avant



la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

Le ou les Commissaires aux Comptes seront convoqués à l'assemblée générale dans les mêmes conditions que les associés.

l'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.¹

Tout associé a le droit de participer aux assemblées, personnellement ou par un mandataire de son choix. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Tout associé peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par ravis de convocation à l'assemblée.

Il pourra être établie une feuille de présence qui sera signée par tous les associés présents et par les mandataires des associés représentés, ainsi que par le Président de séance.

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents lorsqu'il n'a pas été établi de feuille de présence.

Les décisions collectives sous forme d'assemblée sont valablement prises selon les règles de quorum de majorité fixées à l'article 19 des présents statuts.

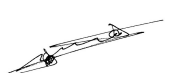
Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

Les copies ou extraits de délibération des associés sont valablement certifiés conformes par le président.

ARTICLE 20 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que tous les documents

12 | 17



nécessaires sont adressés par le demandeur à chaque associé et/ ou au Président par tout moyen y compris par télécopie.

Les associés disposent d'un délai de 10 jours à compter de la réception des documents pour émettre leur vote.

Le vote peut être émis par tout moyen écrit.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la résolution concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote.

En cas de consultation écrite, les décisions sont valablement prises selon les régies de quorum et de majorité fixées à l'article 19 des présents statuts.

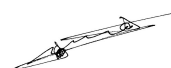
Le ou les Commissaires aux Comptes seront informés de la consultation écrite conformément aux dispositions légales.

En cas de vote par télécopie, celle-ci sera datée, paraphée au bas de chaque page et signée sur la dernière page par l'associé qui l'émet.

Pour qu'une télécopie soit admise comme exprimant un vote, il convient que pour chaque décision un vote par "oui" ou par "non" soit nettement exprimé ; à défaut l'associé sera considéré comme s'abstenant, pour chaque résolution concernée. Dès réception, les télécopies sont paraphées et signées par le président qui les annexe au procès-verbal de la consultation.

L'associé qui retient ce mode d'expression ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique lié au transfert des télécopies ; le principe demeure que chaque associé participe personnellement à la consultation, ces modes d'expression n'étant que des moyens facilitant leur manifestation.

La décision collective des associés prise au moyen d'une consultation écrite, est retranscrite dans un procès-verbal établi par le Président ou le demandeur auquel est annexée la réponse de chaque associé. Ce procès-verbal doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés.



ARTICLE 21 - Acte écrit

Les associés, à la demande du président, peuvent prendre les décisions dans un acte. L'apposition des signatures et paraphe de tous les associés sur ce document unique vaut prise de décision. Le Commissaire aux comptes est tenu informé des actes écrits conformément aux dispositions légales.

Cet acte devra contenir les conditions d'information préalables des associés et, s'il y a lieu, les documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre, la nature précise de la décision à adopter, l'identité de chacun des signataires du document.

Les décisions résultant d'un acte écrit sont valablement prises dans les conditions de majorité prévues à l'article 19 des présents statuts.

L'original de cet acte, s'il est sous seing privé, reste en possession de la société pour être enliassé dans le

registre des procès-verbaux.

Cette décision est mentionnée à sa date dans le registre des procès-verbaux en indiquant la date, la nature, l'objet de l'acte, les noms et prénoms de tous les signataires de cet acte.

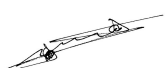
Pour les besoins des tiers ou des formalités, le président établit des copies certifiées conformes à cet acte.

ARTICLE 22 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la Loi sur le ou les rapports du Président et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 10 jours avant la date de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers



exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

Si la société ne comprend qu'un seul associé et que celui-ci n'exerce pas les fonctions de Président, les documents visés ci-dessus lui seront communiqués conformément aux dispositions du présent article.

ARTICLE 23 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice s'étendra du jour de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 24 - Etablissement et Approbation des comptes annuels

Le Président établit et arrête les comptes annuels de l'exercice. Il établit également un rapport de gestion.

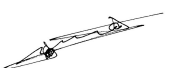
Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des commissaires aux comptes.

lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 25 - Affectation et répartition des résultats

Sur les bénéfices nets de chaque exercice, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint au moins 1/10^e du capital social. Il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

15 | 17



Après approbation des comptes, dotation de la réserve légale et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent réaffectation et l'emploi.

La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président fixe les modalités de paiement des dividendes.

Le Président peut, dans les conditions légales, décider du versement d'un acompte sur dividende.

La décision collective peut ouvrir aux associés, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions, émises par la société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

ARTICLE 26 • Capitaux propres Inférieurs à la moitié du capital social

Si le montant des capitaux propres devient inférieur à la moitié du capital social, le président ou les autres dirigeants sont tenus, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

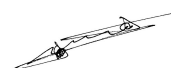
Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, ces capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision des associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la

16 | 17



régularisation a eu lieu.

ARTICLE 27 - Dissolution • Liquidation de la société

La société est dissoute dans les cas prévus par la Loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par la collectivité des associés.

La collectivité des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut autoriser le liquidateur a continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

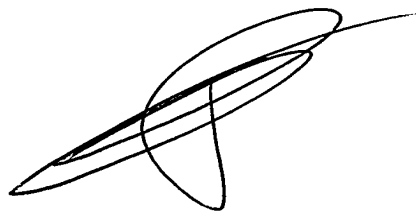
Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

ARTICLE 28 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Fait à RIS-ORANGIS

Le 02/01/2020



17 | 17